

**27^e Congrès de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (CSN)
Une profession engagée !**
30, 31 mai et 1^{er}, 2 juin 2006, Chicoutimi

Bilan du comité école et société



fneeq 
CSN

Table des matières

INTRODUCTION	203
I. LE MANDAT	203
II. BILAN DES ACTIVITÉS.....	204
1. <i>L'enseignement universitaire</i>	204
2. <i>La réforme de l'enseignement secondaire</i>	205
3. <i>La défense des cégeps</i>	205
4. <i>Le réseau public d'éducation au Québec</i>	207
III. AUTRES ACTIVITÉS DU COMITÉ.....	208
IV. CONCLUSION ET PERSPECTIVES.....	209
ANNEXE - LISTE DES DOCUMENTS PRODUITS PAR LE COMITÉ ÉCOLE ET SOCIÉTÉ AU COURS DU MANDAT 2003-2006	211

INTRODUCTION

Fédération engagée, la FNEEQ n'a jamais considéré que le cadre de son action devait se limiter à la défense et à la promotion des conditions de travail de ses membres. Évoqué par Marcel Pepin en référence à un nécessaire engagement social du mouvement syndical, le deuxième front est bien vivant à la fédération, et le comité école et société fait partie des moyens dont elle se dote pour participer pleinement aux débats publics touchant à l'éducation. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre le rôle du comité école et société à la FNEEQ : fournir des analyses qui enrichissent la réflexion des membres et des instances de la fédération sur les problématiques actuelles et nouvelles en éducation, préparant ainsi le terrain aux décisions politiques et aux orientations prises par la fédération.

Au cours du mandat 2003-2006, le comité était composé de cinq membres : Jocelyne Ouimet du Cégep Édouard-Montpetit, Robert Robitaille du Cégep Limoilou, Laval Rioux de l'Université de Montréal et André Chartrand du Collège Mont-Royal, lequel, après avoir joint la coordination du regroupement privé, fut remplacé en septembre 2004 par Denis Pinsonnault du Séminaire de la Très-Sainte-Trinité. Nous désirons ici remercier André qui a continué à appuyer à l'occasion les travaux du comité école et société. Enfin, Jean Trudelle agissait comme responsable politique du comité auprès du comité exécutif de la FNEEQ, remplaçant François Cyr à partir d'avril 2004.

I. LE MANDAT

Le mandat du comité école et société relève des orientations adoptées par le congrès fédéral. Ces dernières étaient en partie relatives aux suites que le nouveau gouvernement entendrait donner au plan d'action ministériel, *Prendre le virage du succès*, issu des États généraux sur l'éducation tenus en 1995. Ce plan a été révisé et redéfini au printemps 2003 par le Parti libéral récemment élu. Dans cette foulée, les gestes posés par le gouvernement ont imposé en bonne partie le rythme de travail du comité : consultation sur l'avenir des universités, remise en question des cégeps et du réseau collégial, modifications au régime pédagogique du secondaire, pour ne nommer que ceux-là. Ces dossiers et tous les autres ont été abordés à partir des orientations et des préoccupations de la FNEEQ quant à la conjoncture sociale et économique des services publics au Québec.

S'il fallait décrire en deux mots la toile de fond de l'activité politique des trois dernières années, l'expression « la montée du néolibéralisme » ferait probablement l'unanimité. La menace d'une privatisation des services publics s'est accentuée et concrétisée en éducation par une multitude d'attaques diverses. Certaines ont pu être contrées grâce au mouvement syndical. On pense ici à la remise en question des cégeps. D'autres batailles ont été gagnées, telle celle contre la création d'un ordre professionnel chez les enseignantes et les enseignants. Des progrès ont été enregistrés dans la reconnaissance de l'apport des chargé-es de cours à la vie universitaire, par le biais

notamment de représentations de la FNEEQ à la commission parlementaire de l'éducation portant sur les universités. Le comité est particulièrement fier d'avoir contribué à ces avancées, en s'appuyant sur les orientations de la FNEEQ, basées sur la défense et la promotion d'un régime public d'éducation accessible et gratuit.

Malgré cela, nous devons constater que la machine de l'économie néolibérale progresse, que le sous-financement de l'éducation s'aggrave à tous les niveaux, que la gratuité scolaire continue de s'éroder et que la perspective d'une marchandisation des services publics est bien réelle. Cette situation, pour l'instant, affecte surtout l'éducation supérieure dans le contexte d'une économie mondialisée sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dès lors, le prochain mandat sera inéluctablement placé, lui aussi, sous le signe de menaces à la qualité et à l'universalité de l'éducation publique.

II. BILAN DES ACTIVITÉS

Pour dresser le présent bilan, nous avons regroupé les dossiers traités en quatre grandes rubriques :

1. L'enseignement universitaire
2. La réforme de l'enseignement secondaire
3. La défense du réseau collégial
4. Le réseau public de l'éducation au Québec

1. L'enseignement universitaire

Le gouvernement du Québec a décidé de tenir une large consultation sur les universités, à l'hiver 2004. La Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale a siégé pendant trois mois, de février à avril. Elle a reçu 92 mémoires sur les enjeux entourant la qualité, l'accessibilité et le financement des universités au Québec. La FNEEQ s'est préparée dès décembre 2003 à produire son mémoire – *Mémoire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités* – qui fut présenté à la fin de février 2004. Ce mémoire reprend les positions officielles de la fédération et développe, en particulier, les thématiques suivantes : le rôle de l'État au soutien de l'université, le financement public comme garantie d'accessibilité et de la qualité de la formation, la valorisation de l'enseignement, la réussite des études universitaires, la place centrale des chargé-es de cours, le soutien aux universités en région. De larges extraits de notre mémoire ont été repris dans le rapport final de la commission, paru en juin 2004. Nos interventions en faveur d'une enquête sur la place des chargé-es de cours à l'université ont été retenues par le ministre de l'Éducation alors en poste, Pierre Reid, qui a mandaté ses fonctionnaires pour y procéder. Des représentantes et des représentants de la FNEEQ et des syndicats de chargé-es de cours ont été présents tout au long des séances de la commission afin d'établir des contacts avec les divers organismes et directions

d'établissement venus présenter leur mémoire. Cette opération de représentation a été jugée très réussie, autant du point de vue médiatique que politique par le regroupement université mais également par d'autres intervenants qui en ont reconnu la qualité.

Le regroupement université a demandé à la fédération de voir à l'organisation d'un forum sur l'enseignement universitaire qui s'est tenu en avril 2005. Le comité école et société a été associé étroitement à la préparation des documents relatifs à cet événement qui fut suivi de près par les chargé-es de cours et d'autres membres de la fédération, malgré la grève étudiante qui sévissait à l'époque. L'allocution d'ouverture du professeur Guy Rocher, dont la participation aux journées de réflexion sur les cégeps avait déjà été fort appréciée, en fut un moment marquant.

2. La réforme de l'enseignement secondaire

Le comité a poursuivi les travaux entrepris lors du précédent mandat sur la réforme de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, en produisant deux documents d'analyse au cours de l'année 2005.

Le premier – *Modifications du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire* – a été présenté au conseil fédéral de juin 2005 et portait sur les modifications du régime pédagogique de ces ordres d'enseignement. Les analyses présentées dans ce document ont suscité des débats intéressants. Elles ont permis à plusieurs délégué-es d'exprimer de sérieuses inquiétudes quant aux impacts de cette réforme. La modification des régimes pédagogiques a notamment soulevé des questionnements au sein du conseil fédéral. Les délégué-es ont alors mandaté le comité école et société pour mettre à jour les critiques exprimées envers la réforme de l'enseignement secondaire, sur la base des analyses déjà présentées. Une attention particulière a été portée aux modifications du régime qui prévoient la diversification des parcours et une nouvelle approche de formation en sciences.

Le comité a produit ce document d'analyse – *La réforme au secondaire : quelques enjeux* – pour le conseil fédéral de janvier 2006, après consultation des trois regroupements, et plus particulièrement celui de l'enseignement privé. Un consensus clair s'est exprimé sur les risques de dérive importants que présentaient les quatre enjeux principaux retenus par le comité : le virage pédagogique, la diversification des parcours scolaires, la formation scientifique au secondaire, le perfectionnement et la formation des maîtres.

Le conseil a demandé au comité d'exercer un suivi serré de ce dossier, qui fera partie des préoccupations principales du comité au cours du prochain mandat.

3. La défense des cégeps

Le réseau des cégeps a été une fois de plus, au cours du dernier mandat, la cible d'attaques du gouvernement. Au lieu de tabler sur cette force vive de notre système d'éducation, le ministère a

préférée une fois de plus envisager des changements organisationnels d'importance, plutôt que de chercher à fournir au réseau les moyens de se développer!

À plusieurs reprises au cours de la négociation du secteur public, qui comprend la négociation de la convention collective des cégeps, le comité école et société a été appelé à collaborer avec le comité de négociation et de mobilisation des syndicats de cégeps. À chaque fois, les réflexions et les productions se sont étroitement mêlées, ce que les deux comités ont jugé très positif.

Pour les fins de la préparation de la négociation, par exemple, le comité de négociation et de mobilisation des syndicats de cégeps a entrepris une vaste consultation auprès des syndicats membres du regroupement cégep, pendant l'automne 2004. L'analyse des résultats de cette enquête a été confiée au comité école et société. Un document synthèse – *L'avenir du réseau collégial – bilan de la tournée des syndicats FNEEQ du collégial* – a été présenté au regroupement en décembre 2004, à la grande satisfaction des délégués.

Auparavant, en novembre 2003, le comité école et société avait déjà produit une analyse du document de la Fédération des cégeps – *Le Plan de développement de la Fédération des cégeps : une analyse critique!* – afin d'apporter un éclairage complémentaire aux enjeux de la négociation sectorielle. La Fédération des cégeps demandait au gouvernement, dans son texte, de procéder à une nouvelle réforme des établissements collégiaux et d'instituer une commission parlementaire sur l'avenir des cégeps. Dans cette mouvance réformatrice, une autre organisation patronale, la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), survenait dans le débat public en demandant l'abolition des cégeps et leur adaptation à la formule nord-américaine, soutenant que des économies seraient réalisées par la disparition des cégeps.

Face à une telle offensive, la FNEEQ s'est mobilisée pour la défense du réseau collégial public. Elle y a joué un rôle majeur, notamment par un travail soutenu au sein de la Coalition-cégeps, travail auquel le comité école et société a été étroitement associé. Il a produit plusieurs textes de promotion, d'analyse ou de soutien à l'action.

Réagissant rapidement aux prétentions de la FCSQ, le comité a organisé des journées d'études en février 2004 – *Journées de réflexion et de mobilisation – À la défense du réseau collégial* – au cours duquel le sociologue Guy Rocher a rappelé le contexte historique de la création des cégeps. Pour soutenir la lutte contre les adversaires du réseau collégial et mobiliser les troupes de la coalition, le comité et la FNEEQ ont ensuite produit un manifeste – *Les cégeps : un engagement pour l'avenir* – puis un argumentaire – *Les cégeps irremplaçables : document d'appui en vue des consultations sur l'avenir des cégeps dans les collèges*. Ces documents étaient destinés à soutenir la participation, obtenue à l'arraché, de quelques délégué-es de nos syndicats au Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial présidé par le ministre Pierre Reid. Ce simulacre de consultation, organisé à Québec, a été marqué par une magnifique manifestation parallèle organisée par la Coalition-cégeps. La défense de la formation générale a été remarquablement bien menée au cours de cette opération.

Au même moment, le comité produisait un mémoire – *Pour le droit à l'éducation et l'avenir du Québec : les cégeps, irremplaçables!* – présenté à ce forum tenu le 17 mai 2004. La FNEEQ y mettait l'accent sur le caractère irremplaçable des cégeps et le maintien du réseau public. Elle réclamait un meilleur financement pour le réseau, et insistait pour qu'on mise sur son dynamisme et sur le fait que les cégeps constituent une formule gagnante. La résistance fut telle que le ministre Reid a dû renoncer en grande partie à sa volonté de réforme, à l'été 2005, et calmer les partisans de la démolition du réseau collégial.

Dès lors, les orientations annoncées en janvier 2005 se sont révélées de beaucoup moins d'envergure que ce qui était craint. Le comité école et société a immédiatement produit *Que se cache-t-il derrière la souris?*, une analyse serrée des orientations ministérielles quant à la réorganisation des cégeps.

Parallèlement à ses ambitions de réforme, le ministre avait commandé à certains cégeps et commissions scolaires de différentes régions du Québec, des projets en vue d'une intégration des programmes professionnels et techniques. Dans *Projets pilote : une première analyse*, le comité fournissait une première grille de travail sur ce dossier de nature similaire.

Finalement, toujours en regard des cégeps, le comité école et société a été associé à la campagne pour le maintien des cégeps en difficulté dans les régions du Québec, au printemps 2004, avec l'appui de la CSN. Dans ce cadre, il a participé à la production de deux documents – *Soutenir les cégeps en difficulté dans les régions : une nécessité* – FNEEQ et *Le maintien et le développement des cégeps : une clé pour le développement régional et local* – CSN.

4. Le réseau public d'éducation au Québec

La promotion et la défense du réseau public d'éducation ont aussi fait l'objet de plusieurs travaux du comité école et société. Le problème du sous-financement chronique des établissements du réseau public et des universités oblige à tenter de contrer les attaques qui viennent de partout. L'émergence accentuée de services de formation offerts par le secteur privé, le recrutement difficile du corps enseignant dans une profession dévalorisée, la précarisation des emplois dans le monde de l'enseignement, voilà autant de phénomènes nouveaux qui définissent le portrait de la profession enseignante dans le Québec actuel.

Dès le début du mandat, le comité école et société a écrit un mémoire sur la profession enseignante, contribuant à l'implication de la FNEEQ dans le débat sur la création d'un ordre professionnel. Un peu plus tard, au cours du conseil fédéral de décembre 2003, le comité a organisé une journée de réflexion sur l'autonomie professionnelle des enseignantes et des enseignants qui œuvrent en enseignement supérieur – *L'autonomie professionnelle et la liberté académique* – afin de faire face aux divers contrôles mis en place, en particulier ceux touchant l'obligation de résultats et la liberté académique.

Au conseil fédéral de juin 2005, le comité déposait un document – *Le financement public de l'école privée* – qui permit à la fédération de préciser ses positions en matière d'enseignement privé, s'inscrivant ainsi dans le débat en cours sur l'abolition de ces écoles, demandée par un large regroupement d'organismes œuvrant dans le secteur public de l'enseignement. Le débat sur cette question a été serein, malgré les difficultés évidentes qu'il posait. Le comité est fier d'avoir pu y contribuer.

Cette problématique est directement reliée à celle de la sélection des élèves et à celle, centrale, du financement de l'éducation. Ces deux sujets n'ont pas fini d'interpeller le mouvement syndical et la FNEEQ.

Déjà, en décembre 2005, le comité école et société avait préparé un mémoire – *Diversification de l'offre de formation au secondaire* – à la demande du Conseil supérieur de l'éducation, pour une consultation sur la diversification de la formation au secondaire.

Sur mandat du conseil fédéral, le comité a organisé à ce sujet une journée et demie de réflexion, présentant pour l'occasion le texte « Une école pour tout le monde », qui a reçu un excellent accueil de la part des participantes et des participants. Le comité trace un bilan très positif de cet événement, qui a rejoint non seulement nos syndicats, mais également différentes composantes de la CSN et du mouvement syndical en général. Certaines des recommandations soumises au présent congrès s'inscrivent directement dans la foulée des réflexions proposées lors de ces journées.

Le comité suit aussi l'évolution des enjeux de l'éducation au plan international en prenant connaissance des dossiers et des publications de l'Internationale de l'Éducation (IE) et de la Confédération des éducateurs des Amériques (CEA), dont la FNEEQ est membre.

III. AUTRES ACTIVITÉS DU COMITÉ

Les membres du comité école et société ont été appelés à participer à divers colloques, forums et conférences dans l'accomplissement de leurs mandats d'étude et d'analyses, au cours des trois années passées. Cette participation a servi aussi à faire valoir les positions de la FNEEQ auprès des organismes officiels et du public en général. Voici la liste des principales activités auxquelles ont participé les membres du comité au cours du dernier mandat :

- Colloque de l'Association québécoise de pédagogie collégiale (AQPC) en juin 2003, juin 2004 et juin 2005;
- Colloque de l'Institut canadien d'éducation aux adultes (ICEA) sur l'éducation des adultes en octobre 2005 et réunions préparatoires en 2004; participation à l'élaboration d'une enquête sur l'état de la formation aux adultes;
- Colloque de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) sur le renouvellement du corps professoral à l'université en février 2004;

- û Colloque de fondation de l'Observatoire des réformes en éducation en novembre 2005;
- û Colloque *Éducation et globalisation des marchés – pour le droit à l'éducation* du Conseil central de Montréal-métropolitain sur la mondialisation l'éducation en avril 2003;
- û Journée internationale de l'alphabétisation (septembre 2005);
- û Consultation du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) sur l'avenir de la profession enseignante (octobre 2003);
- û Colloque Gérard-Picard les 4 et 5 novembre 2004;
- û Colloque de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) sur le renouvellement du corps professoral (février 2004).

Par ailleurs, François Cyr et Jean Trudelle ont participé de manière continue, avec la présidence de la FNEEQ, aux travaux du groupe de travail en éducation de la CSN afin d'y représenter les positions de la FNEEQ. Robert Robitaille a poursuivi sa collaboration avec la représentante de la CSN au Comité national des programmes d'enseignement professionnel et technique (CNPET), Marie Roy, tout au long du mandat.

IV. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Quelques constatations s'imposent, au terme d'un mandat bien rempli.

La première, c'est que la nécessité d'une réflexion dynamique et continue sur les enjeux qui traversent l'éducation a rarement été aussi cruciale à la FNEEQ. Certes, une telle réflexion est toujours de mise et elle constitue une incontournable préparation à l'action syndicale.

Mais certains éléments viennent actuellement en accentuer le besoin. D'abord, le mouvement de relève qui est déjà entrepris dans nos rangs. Plusieurs nouvelles et nouveaux membres se joignent actuellement au mouvement syndical. Il est important de leur proposer rapidement des pistes d'analyses, des regards sur la chose politique qu'ils puissent se sentir conviés à bonifier, à critiquer constructivement et ultimement, à partager. Ensuite, parce que si nous devons faire face à des attaques frontales que le gouvernement ne prend pas la peine de déguiser, telle la loi 142, plusieurs autres avancées de l'idéologie néolibérale se font de manière beaucoup plus insidieuse. Dès lors, pour être contrées, elles obligent à encore davantage de réflexions et de débats, ce qui appelle une animation politique accrue, rôle que le comité école et société doit pouvoir prendre à son compte.

Le comité estime être en mesure d'intensifier son travail en ce sens, notamment en proposant de manière régulière à tous les syndicats des textes courts, pouvant être directement reproduits dans les journaux syndicaux. Le succès des événements organisés par la FNEEQ sur des problématiques particulières devrait aussi inciter la fédération à tenir de telles rencontres sur une base plus régulière. Il faut bien sûr trouver une formule souple qui respecte le cadre financier de la FNEEQ. Mais l'intérêt de ces rencontres, le canal intéressant qu'elles peuvent représenter pour

l'intégration des nouvelles et des nouveaux, leur potentiel d'animation de la vie politique fédérative, tout cela milite pour que le comité puisse continuer à en proposer sur une base plus régulière.

Une deuxième constatation est celle d'une augmentation importante de sollicitations à participer à divers forums ou mouvements internationaux reliés à l'éducation. Le suivi de dossiers tels l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), la participation active à l'Internationale de l'Éducation (IE), la Confédération des éducateurs des Amériques (CEA) ou le Secrétariat intercontinental de l'éducation demandent du temps et des ressources. Ce volet de l'action de la FNEEQ doit générer des retombées positives chez nos membres, tout en permettant à la FNEEQ de contribuer activement aux efforts coalisés de soutien et de promotion de l'éducation publique.

Il s'agit là de besoins nouveaux qui, évidemment, n'interpellent pas seulement le comité école et société. Le comité exécutif présente cette situation dans un document à part, qui sera soumis au congrès.

Il est facile de prévoir la teneur des dossiers qui vont occuper le quotidien du comité au cours du prochain mandat : le suivi de la réforme et de la diversification des voies au secondaire, les projets gouvernementaux sur la formation professionnelle et technique, la menace toujours présente d'une attrition de la formation générale dans les cégeps, la valorisation de l'enseignement à l'université, ainsi que des problèmes qui traversent nos trois regroupements, le financement et la formation à distance, pour ne nommer que ceux-là.

Le comité école et société est parfaitement conscient de la tâche énorme qui l'attend dans les trois prochaines années. Mais ce travail va de pair avec le dynamisme de notre fédération, auquel il compte continuer de contribuer avec toute son énergie.

ANNEXE

LISTE DES DOCUMENTS PRODUITS PAR LE COMITÉ ÉCOLE ET SOCIÉTÉ AU COURS DU MANDAT 2003-2006

- û Document pour une journée de réflexion sur l'autonomie professionnelle (décembre 2003) – *L'autonomie professionnelle et la liberté académique*
- û *Le Plan de développement de la Fédération des cégeps : une analyse critique!* (novembre 2003)
- û *Journées de réflexion et de mobilisation – À la défense du réseau collégial* (février 2004)
- û Projet de manifeste des enseignantes et enseignants de la FNEEQ : *Les cégeps : un engagement pour l'avenir du Québec* (février 2004)
- û Argumentaire – *Les cégeps irremplaçables : document d'appui en vue des consultations sur l'avenir des cégeps dans les collèges* (avril 2004)
- û *L'avenir du réseau collégial – Bilan de la tournée des syndicats FNEEQ du collégial* (décembre 2004)
- û *Orientations ministérielles sur le collégial : Que se cache-t-il derrière la souris?*, versions française et anglaise (janvier 2005)
- û *Projets pilotes : une première analyse* (janvier 2005)
- û *Soutenir les cégeps en difficulté dans les régions : une nécessité* (avec la collaboration de Marc Lavoie, avril 2005)
- û *Des enjeux de taille pour l'éducation moderne* (avril 2005)
- û Documents pour le forum sur l'enseignement universitaire (avril 2005)
- û *Modifications du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire* (juin 2005)
- û *Le financement public de l'école privée* (juin 2005)
- û *La réforme au secondaire : quelques enjeux* (octobre 2005)

- û Documents pour les journées de réflexion sur la sélection des élèves et le financement de l'éducation (avril 2006)

Mémoires présentés au gouvernement du Québec et autres organismes :

- û *La profession enseignante*, mémoire présenté au Conseil supérieur de l'éducation (octobre 2003)
- û *Mémoire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités*, présenté à la Commission parlementaire de l'éducation de l'Assemblée nationale (février 2004)
- û Mémoire sur le droit à l'éducation et l'avenir du Québec : *Pour le droit à l'éducation et l'avenir du Québec : les cégeps, irremplaçables!*, présenté au ministre de l'Éducation à l'occasion du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial (mai 2004)
- û Mémoire sur la *Diversification de l'offre de formation au secondaire*, présenté au Conseil supérieur de l'éducation (décembre 2005)

Enfin, le comité école et société a collaboré de façon régulière à la revue de la FNEEQ *Carnets*.